



REPPER

Réseau d'Echange de Projets et de Programmes en faveur des Enfants de la Rue

N°5

SEPTEMBRE 1997

Nous avons reçu une **seule réponse** aux questions posées dans le N°4 de REPPER concernant les volontaires-bénévoles et les rapports avec les médias. Bien sûr, pour "remplir", nous aurions pu utiliser les compte-rendus des 2 commissions de travail qui, lors de la réunion du 28 septembre 1996 (27 associations y étaient représentées) ont réfléchi pendant 2 heures à ces problèmes évoqués par chacun... **Mais l'un des objectifs du bulletin est de se faire uniquement l'écho de ceux qui, sur le terrain, désirent partager avec d'autres leurs expériences, leurs échecs et réussites;** ils en témoignent par leurs rapports d'activités ou par les écrits qu'ils nous envoient.

D'où ce rappel de quelques informations qui nous semblent aujourd'hui importantes :

- L'association CONSTRUIRE subventionne entièrement (grâce aux cotisations des membres adhérents et aux dons des amis sympathisants) la publication et les frais d'expédition du bulletin. Elle ne reçoit aucune aide d'une quelconque association membre du réseau. C'est, nous semble-t-il, la garantie de sa totale autonomie, de son indépendance vis à vis de toute pression qui pourrait un jour s'exercer. (Cela ne s'est encore jamais produit, mais sait-on jamais...).

- Dans le monde, **42 pays** le reçoivent (en anglais et en espagnol pour certains). Dans l'un d'entre eux, 13 numéros sont expédiés à des associations différentes. Elles s'étaient, au départ, déclarées en accord avec la charte de Rufisque et les principes du réseau en train de se constituer. Mais depuis 1995 (parution du N°1), elles n'ont envoyé ni rapport, ni lettre faisant état d'un quelconque intérêt pour notre "feuille de chou". Cela nous pose question : bien sûr elles recevront ce N°5 qui sonne comme un dernier appel et nous soumettrons ce cas à notre comité de rédaction, au conseil d'administration de Construire, et aussi lors de la réunion de Repper, le 4 octobre... mais je reste personnellement perplexe !

- Lorsque nous serons trop atteints par "la vieillesse", nous humains, mais aussi le bulletin, s'il présente encore un quelconque intérêt pour ceux qui le lisent, (actuellement tout va extrêmement vite dans le monde de la communication) nous passerons le relais à une autre association, une seule, aussi indépendante et intéressée que la notre.

Tous à vos plumes... ! Merci.

Françoise Bompard : Responsable du bulletin.

Nous recevons quelques encouragements à nous brancher sur Internet. Certes, nous le ferons si vous nous indiquez votre N° de boîte postale et si vous êtes plusieurs à en avoir un.

Adresser toute votre correspondance à Construire : 16 rue de la Glaçière , 75013, Paris -
Fax et Tel : 01 47 07 87 14

.....**PROJETS.....PROGRAMMES.....NOUVELLES.....**

PHILIPPINES : INNOVATIONS A VIRLANIE (220. A Yague Street Corner Sunrise Avenue - La Paz Village - Makati - MetroManila.)

- **CENTRE DE CRÉATIVITÉ ET DE THÉRAPIE** : il répond à un besoin vital des enfants : exprimer leurs émotions, leurs traumatismes, leurs expériences passées (abandon, maltraitance, vie dans la rue...). Il permet une prise en charge thérapeutique par des consultations individuelles, des thérapies de groupe, l'expression artistique dans des domaines divers. (Les expositions des oeuvres réalisées devraient permettre de réunir les fonds pour l'achat du matériel).

Pour qui ce Centre ? pour Tenten, par exemple, : 11 ans, jolie, petite, elle a été envoyée à Virvanie par les services sociaux. Elle a été abusée par son beau-père, garde du corps d'un influent homme politique. Très tôt elle a dû quitter l'école pour s'occuper de la maison; quand le travail ne semblait pas être bien accompli, son "bourreau" lui brûlait les mains et les jambes, quand il était saoul il la battait violemment si elle refusait de le satisfaire...

- **SALON DE COIFFURE** : un rêve devenu réalité grâce à un don de la Fondation Scelles et aussi au matériel envoyé par des amis Belges. Il va permettre à des jeunes filles sorties de la prostitution d'avoir une formation pour un avenir meilleur et un revenu stable.

- **PROGRAMME MÈRE - ENFANT** : vu le nombre de jeunes mères dans les rue de Manille, une maison a été créée pour les héberger. Après un mois de fonctionnement, 9 mères sont accueillies, 15 enfants dont 6 sont âgés de moins d'un mois. Parmi eux, 4 ont été abandonnés. Une équipe complète (1 assistante sociale, 1 infirmière et 3 "parents") prend en charge ce programme. Nouveau programme, nouveau défi pour donner à ces enfants la possibilité d'être aimés comme les autres.

MALI : ACTION ENFANTS DE TOUS - (E. Traoré et E. Samaké - Caritas Bamako - B.P. 1726)

Un an environ après le départ de Jean-Jacques et Annick Combié, (cela a été l'occasion pour les enfants et moniteurs de remercier les 2 fondateurs, et de le faire à travers chants, danses, sketches, tous très émouvants), les activités continuent, d'autres s'organisent.

- **LES TOURNÉES RUE** : elles ont permis de drainer le maximum d'enfants et cela le plus tôt possible, car plus la durée du passage dans la rue est longue, moins il y a de chances de récupérer les enfants. Ils sont alors orientés vers le centre d'écoute ou vers les familles : sur 64 nouveaux, 17 ont pu rentrer dans leur famille. Pour que ce retour soit stable et considéré comme une réussite, l'équipe met un accent particulier sur le suivi.

- **LES DIFFÉRENTS PARLEMENTS** des enfants, institués à Bamako et dans les autres villes, ont favorablement accueilli les délégués des enfants en situation difficile.

- **L'ATELIER DE CONFECTION DE BALLONS** fait des adeptes : 2 adolescents ont, en plus, demandé une formation en gestion avant de partir s'installer dans leur localité. La teinture bogolan et le dessin sont surtout fréquentés par les plus jeunes.

- **LES PETITS FOYERS** : La saison des pluies est le moment où les enfants fuguent peu, d'où l'idée d'en profiter pour développer l'animation. Des cantines pédagogiques initiées par L'Institut Ledoux pour les enfants du Sahel et gérées, au Mali, par Mme Touré, sensibilisent les enfants à la culture, à travers l'eau, le corps et la santé, le sol et la végétation. Cela a eu des effets positifs sur eux dans tous les domaines, en particulier sur le plan de l'hygiène et de la salubrité.

- **LE FOYER DES FILLES** : il a été ouvert en Juillet 96 avec 5 enfants : 3 ont 13 ans, 2 en ont 10. Elles n'ont jamais été scolarisées et sont, pour l'instant, avides d'école, de cuisine, de couture et fabrique de savon.

- **CLASSE DE RATTRAPAGE** : les démarches nous ont permis d'inscrire 6 enfants dans 2 écoles publiques du quartier : encouragement très vif pour les autres.

- **LA DIRECTION RÉGIONALE** de l'Action Sociale va mettre en place une équipe d'animation en milieu ouvert : ce sera un lieu privilégié pour rencontrer les enfants et, surtout, échanger entre moniteurs des différentes actions qui opèrent sur le terrain.

ZAÏRE : LA MAISON DE BAKANJA - (Joseph Khondé, Salésien de Don Bosco, B.P.372 - Lubumbashi)

" La charité crie partout où l'Etat ne fait rien"... La meilleure façon de détruire un pays c'est d'abandonner les jeunes, et partout où sont les Salésiens de Don Bosco, ils luttent. Bakanja est une maison d'accueil : les enfants y viennent manger, jouer, étudier, laver leur corps et leurs vêtements. Ils attendent, nus, que la culotte sèche quand elle a été nettoyée ! Les principaux obstacles qui nous freinent sont le refus ou le manque de collaboration des parents (quand il y en a), et des autorités civiles compétentes ainsi que le manque de moyens financiers pour les droits primaires : nourriture, scolarité, apprentissage..

HAÏTI : Extraits du Rapport rédigé par Michel Debarge, à partir d'une enquête réalisée par L'.U.N.I.C.E.F en 1991 complétée par son voyage en 96. (Ass. "TIMOUN D' HAÏTI" - 18 rue Mirabeau - 59800 Lille - Tel. 03 20 04 43 98).

"Pour faire pression sur les régimes violents ou tyranniques, la communauté internationale a de plus en plus souvent recours aux sanctions économiques : l'embargo peut avoir des retombées bénéfiques à long terme, mais il coûte également des vies, celles surtout des pauvres et des personnes vulnérables. Une équipe de Harvard, a constaté en 93, (avant le retour de J.B Aristide en octobre 94), une augmentation de 64 % de la mortalité infantile, la malnutrition, la détérioration des services de santé et scolaires.....(les riches peuvent, eux, grâce à des comptes bancaires ouverts à l'étranger, contourner les obstacles). Elle a donc recommandé à la communauté internationale d'affiner son approche relative aux sanctions qui devraient :

- Viser plus précisément les cibles réelles : militaires et élites qui les soutiennent (en gelant les comptes bancaires à l'étranger, en suspendant le trafic aérien international, en refusant la délivrance de visas)
- Prendre des mesures spécifiques pour protéger les pauvres (garantie de la liberté de circulation pour les biens de première nécessité, garantie de l'accès à l'eau, surveillance stricte pour que l'aide humanitaire ne soit pas détournée).

A Haïti, aux enfants dits "de la rue", s'ajoute une 2ème catégorie : celui d'enfants complètement abandonnés, ne dépendant matériellement et psychologiquement que d'eux mêmes, différents des "autres", car ils ne s'assimilent à aucune bande. Ils sont, tous confondus, environ 2 000 à Port-au-Prince, une centaine au Cap et aux Cayes : ils ont 5 ans, parfois moins, la majorité en a 10. Parmi eux, il y a 18% de filles, qui souvent, domestiques maltraitées, ont fui leur lieu de "travail" pour ne pas dire d'esclavage. Ils sont décrits comme sales, souffrant de maux divers (migraines, fatigue, insomnies, anxiété, anémie, tuberculose, maladies vénériennes...). Sur 90 enfants interrogés au centre-ville, 48 avouent se droguer (inhalation de colle ou de solvants). Ils offrent leurs services pour quelques centimes, complètent leurs gains par la mendicité, les larcins, la prostitution. Ces enfants sont décrits comme méfiants, superstitieux, hostiles, violents avec leurs pairs surtout, ne supportant pas la moindre contrainte. Les calculs effectués à partir de l'enquête indiquent que la **population des enfants de la rue doublent à peu près tous les 2 ans : ils seraient donc de 40 à 50 000 en l'an 2000.**

Quelles sont les réponses existantes ?

- les services étatiques de la Jeunesse et des Sports animent des comités de quartiers, des actions socio-éducatives, des activités sportives... ils essayent de sensibiliser la population qui semble consciente du problème et réagit par une gamme d'attitudes qui vont de la compassion au rejet.
- dans le secteur privé, de l'avis de plusieurs professionnels, les ONG financées par la communauté internationale sont celles dont l'action est la plus poussée dans le domaine des enfants de la rue, mais ils déplorent le manque de coordination entre les différents programmes. Les enfants refusent les grands centres d'accueil comme Carrefour où ils sont répartis sans souci des âges et des situations différentes (petits, adolescents, malades mentaux, sont mélangés) et ils répondent mieux à une approche "alternative", celle qui s'appuie sur leurs besoins pour inventer avec eux des solutions".

En 96, le président de l'Association "Timoun" constate : "d'une manière générale la situation des enfants s'est encore terriblement dégradée. Deux associations privées, Le Centre d'Education Populaire et Cohan la Kay, sont particulièrement actives auprès des enfants de la rue, mais l'Etat a démissionné dans tous les domaines concernant l'enfance : santé, éducation, prévention...

BURUNDI : L' O.P.D.E : (Athanase Rwamo - B.P. 5777 ou 4260 - Bujumbura - Tel. (257) 22 789 - Fax : (257) 21 33 54)

"La situation est difficile pour nous qui nous trouvons en zone de guerre. Le mouvement des enfants de la rue s'accroît à une vitesse accélérée... Les rescapés des massacres, les orphelins dont les familles ont été entièrement décimées par la guerre, et par le Sida (ce qui rend la réinsertion impossible) se comptent par milliers.

Actuellement à l'OPDE nous encadrons et prenons en charge **201** enfants de la rue. Nous avons 7 foyers d'accueil animés par un Éducateur et une Maman nourricière. **132** de nos enfants sont scolarisés dans le secteur formel dont 122 au primaire, 10 au secondaire; 32 sont dans une école de rattrapage qui accueille ceux qui ont dépassé l'âge de scolarité et qui applique en 3 ans (au lieu de 6) le programme dispensé par l' école primaire officielle.

35 de nos jeunes suivent une formation professionnelle : couture dans nos propres ateliers, mécanique dans un garage de la place.

Dans 3 Foyers, à titre d'expérience, nous venons **d'initier l'élevage de poules pondeuses** (il y en a 200 par foyer) afin de générer des revenus et améliorer l'auto-suffisance alimentaire. Nous allons étendre l'action sur les 4 autres foyers après évaluation des résultats.

Malheureusement, l'embargo, imposé à notre pays depuis Août 96, qui nous coupe du reste du Monde et la crise qui a secoué notre pays, ont délogé tous les partenaires qui avaient accepté de soutenir nos projets : la construction du centre de formation professionnelle, la formation autour de métiers générateurs des revenus, celle des encadreurs...

La situation sécuritaire s'améliore petit à petit (nos programmes marchent bien, nos enfants se portent bien), mais la situation économique se dégrade tous les jours et la flambée des prix sur le marché local pèse beaucoup sur notre trésorerie."

(Extraits d'une lettre personnelle. Nous avons admiré le courage, l'inventivité et l'optimisme qui se dégagent de ce texte).

BENIN :

A l'initiative de CONSTRUIRE, et grâce à l'organisation efficace de Guy Aïmawa (Ass. Aide et partage - B.P 08-1038, Cotonou -), 14 associations travaillant dans les diverses régions béninoises et différents services administratifs concernés par le problème des Enfants de la Rue, se sont réunis en présence de Christian Bompard les 21 et 22 Mars à Cotonou : l'objectif de cette rencontre était de tenter de coordonner les interventions de chacun, d'encourager les associations et tous les acteurs du terrain à élaborer un projet au niveau national, projet qui, après approbation du Gouvernement, pourrait trouver, en France, le soutien nécessaire pour le rendre éligible par les bailleurs de fonds en Europe. Chaque Association garderait, bien évidemment son originalité, sa spécificité.

Il serait souhaitable qu'un tel projet couvre les différentes phases du soutien nécessaire aux Enfants de la Rue : écoute, réinsertion familiale, à défaut séjour en foyer, temps nécessaire pour alphabétiser, donner une formation professionnelle, et enfin aider à l'installation dans la vie active.

Le discours d'introduction prononcé par Guy Aïmawa résumait bien la situation aujourd'hui : "Le problème de l'enfant en difficulté d'une façon générale, de l'Enfant de la Rue en particulier, se complique de plus en plus au cours de ces dernières années. Bien qu'il soit heureux de constater la création de nouvelles structures d'aide et d'appui à ces enfants, il est toutefois regrettable que ces structures, qui poursuivent le même objectif, se côtoient sans quelquefois se remarquer ou, tout simplement, s'ignorent.

Cette situation mérite que l'on s'y penche, pour l'efficacité de nos actions et pour le bonheur des enfants".

Résultats de cette rencontre ? ... suite, peut-être, dans les prochains numéros !

BENOÎT CAMBAU : (35, Rue Clemence Royer - 44 100 Nantes - Tél. 02 40 73 10 59)

42 ans - Célibataire - Professeur certifié de philosophie, désireux de travailler auprès des enfants en détresse parentale : au Mali, au Burkina Faso, il a rencontré de nombreuses associations s'occupant des enfants de la rue. Il a constaté que "le besoin des associations n'est pas d'avoir une bonne volonté de plus, mais de pouvoir communiquer entre elles. Entre les Institutions sur place il n'y a pas de coopération mais souvent des rivalités, des malentendus qui ont un effet négatif sur les enfants lorsque ces derniers connaissent plusieurs Centres.

Or, chaque association a sa raison d'être : il faut aider à ce qu'elle puisse reconnaître son apport positif mais aussi celui des actions voisines parfois ignorées."

C'est l'objectif que se fixe Benoît : être "un communicateur-médiateur" neutre qui favoriserait les échanges entre différentes actions, par des rencontres entre les responsables, par des visites, une publication commune : cela permettrait à chacun de s'enrichir par les apports de l'autre. Il ne s'agit pas de coordonner, mais de mettre en relation".

Les groupes qu'il a vus, une quarantaine, ont été sensibles à cette proposition, et souvent enthousiastes. Ses contacts avec les Ministères, les Ambassades, des Personnalités Religieuses, Politiques, Intellectuelles, ou de simples particuliers, ont fini de le convaincre du bien fondé de son projet. Il est en train de chercher par quel moyen il pourrait occuper un tel poste. Il privilégie la voie Coopération Française, mais est prêt à examiner toute autre possibilité dans la mesure où son indépendance est respectée.

SÉNÉGAL : **Mohamed El Michry Athié** - (S/C de Mohamed Erlawy Athié à Fougerolles - B.P. 737 - Dakar - Tel. le soir : 34 87 96)

Il travaille depuis 23 ans dans le domaine de l'Enfance et de la Jeunesse. De 1992 à 1996 il a été coordinateur à Claire Enfance (Caritas) à St Louis où nous l'avons personnellement rencontré et apprécié. Il a quitté St Louis, et est actuellement à Dakar d'où il nous écrit : " Je veux agir en soutien des Enfants de la Rue, agir directement sur le Milieu où ils évoluent en impliquant et en associant les chefs de bandes, les dealers, les enfants (filles ou garçons) qui ont leurs raisons pour ne pas vouloir fréquenter les lieux d'accueil existants, et se réunissent surtout à Dakar-Plateau. J'aimerais identifier en profondeur les besoins des gosses avec plus de présence sur le terrain. Je cherche des partenaires d'appui pour agir avec eux sur ce terrain là et partager les expériences. Si des possibilités existent ailleurs pour capitaliser mon expérience, je suis tout à fait disponible, cependant le terrain dakarois me semble très intéressant pour faire tâche d'huile dans l'Ouest Africain".

Il parle parfaitement le français et le poulaar, bien le woloff, assez bien le maure / hassania, passablement le soninké.

Il tient son curriculum à la disposition de nos lecteurs, et de toute personne intéressée.

Emmanuel Sarr :

A quitte la Guinée en Juillet 97 et le projet Enfants de la Rue à Conakry où il a travaillé pendant 4 ans, dans le cadre des foyers de St. Joseph. Il rentre au Sénégal. Nous espérons recevoir un rapport sur ses activités.

ZAIRE : O.R.P.E.R : (Oeuvre de Reclassement et de Protection des Enfants de la Rue)
Père Franck Roelants - B.P.8015 Kinshasa I -

Kinshasa... encore une capitale où se côtoient luxe et confort dans le centre-ville, pauvreté et surpopulation à la périphérie. Les "kinois" sont estimés à 4 millions dont la moitié a moins de 15 ans. Parmi ces enfants plusieurs milliers ont élu domicile dans la rue, environ 2 500 y vivent nuit et jour sans aucun contact avec leur famille : l'Oeuvre s'occupe de cette dernière catégorie.

LES CAUSES DE LA VIE DANS LA RUE :

- **Le non mariage des parents** : selon la coutume en vigueur à Kinshasa, quand une fille se trouve enceinte, ses parents l'amènent dans la famille du garçon : elle y reste jusqu'à l'accouchement, puis retourne ensuite dans sa famille où l'enfant est élevé par sa grand mère jusqu'à l'âge scolaire. A ce stade la mère fait comprendre aux siens qu'elle ne sait plus assumer l'enfant et petit à petit celui-ci s'installe dans la rue. La mère qui avait 14-15 ans au moment de sa grossesse a, ensuite, repris ses études et considère son enfant comme un frère cadet dont elle n'a pas la responsabilité. Si le père et la mère appartiennent à des tribus différentes, chacun soutient que la charge de l'enfant revient à la tribu de l'autre, ce qui est une façon de se débarrasser de lui.

- **La sorcellerie** : autrefois, dans les villages, les familles frappées par le malheur cherchaient un responsable : celui qui aurait agi par méchanceté ou jalousie... Dans la plupart des cas ils accusaient un vieillard qui était alors expulsé. Les enfants et les jeunes étaient rarement mis en cause et jamais les petites filles. Aujourd'hui l'enfant peut lui aussi être considéré comme la source de tous maux, et être lui aussi chassé. C'est d'ailleurs le seul prétexte "accepté" car, paradoxalement, le rejet est très mal vu en Afrique. (Ce prétexte est notamment utilisé pour abandonner l'enfant atteint d'une maladie grave nécessitant un traitement coûteux.)

- **Une conception erronée de la liberté sexuelle** : sans divorcer de son épouse, l'homme change de compagnes, ne passe aucun contrat. Il arrive souvent que l'une d'elles, un peu plus stable, refuse les enfants de la ou des précédentes : ils se retrouvent à la rue.

- **La fréquentation d'une église autonome** par des parents qui y prient jour et nuit, ou, se prétendant chargés d'une mission évangélique, partent pendant des mois laissant les enfants livrés à eux mêmes.

- **Les brutalités, tortures** que subissent les enfants dans leur famille.

Toutes ces causes indiquent clairement que les enfants de la rue n'ont pas fui leur foyer sur un coup de tête mais parce qu'ils n'avaient pas le choix.

L'oeuvre débute son action en 1983 : une dizaine de jeunes demandent asile à la paroisse du Christ-Roi.

Ils veulent pouvoir dormir en plein air, sur un terrain de basket et se mettre à l'abri des soldats qui les pourchassent la nuit...

Ils sont bientôt une vingtaine : ils partent le matin à 5H30, reviennent à 20H. Aucune dépense n'est engagée pour eux.

Les problèmes commencent à surgir après quelques semaines :

- Les enfants se battent entre eux avec couteaux, rasoirs, tessons... le matin il faut soigner les blessés !

- Les voisins se plaignent de vols chez eux la nuit...

- Les gendarmes accusent les prêtres d'abriter des jeunes qui volent le jour au marché ou ailleurs, puis se réfugient à la paroisse etc.

Dans un premier temps, une dizaine de volontaires proposent de passer la nuit, à tour de rôle, avec les enfants sur le terrain de basket, puis une règle s'institue : ceux qui veulent dormir à la paroisse doivent le faire chaque nuit (les présences sont donc relevées tous les soirs et chaque matin), ils ne doivent pas quitter le terrain entre 20H et 5H du matin, contraintes que très vite les enfants trouvent difficiles à combiner avec leur vie de vagabondage du jour. Ils demandent au prêtres de les envoyer à l'école : 10 entrent dans une école professionnelle, 3 à l'école primaire...

Et les responsables sont ainsi amenés à ouvrir plusieurs centres et maisons d'accueil : il y en a 5 actuellement, dont un occupé exclusivement par des filles. Les enfants ont le plus souvent entre 8 et 12 ans. Ils sont 28 dans chaque "home", tenus de respecter le règlement. Chaque responsable et les membres de l'équipe d'encadrement doivent être en permanence à l'écoute des enfants, les conseiller, suivre leur scolarité : tous les enfants fréquentent la même école, la seule qui les ait acceptés au début et où règne une certaine discipline (si les enseignants ne connaissent pas leurs élèves à cause d'un surnombre, si les présences ne sont pas relevées, les enfants sont condamnés à échouer). Il y a des rencontres hebdomadaires entre les encadreurs et les enseignants : dans l'ensemble les résultats sont bons : quelques élèves sont parmi les premiers, les résultats de la plupart sont moyens, et l'un ou l'autre doit recommencer son année. Enfin une dizaine d'entre eux ont besoin de cours de rattrapage ou de répétitions dans leur "home".

L'étape suivante est un centre de formation professionnelle dépendant de l'AED (Aide à l'Enfance Défavorisée) : il faut avoir suivi 2 ans de secondaire avant d'y entrer. Les formations en maçonnerie, menuiserie, jardinage, ajustage et électricité durent 2 ans et sont complétées par un stage de 6 mois.

EN MILIEU OUVERT, l'Oeuvre est en contact permanent avec les enfants qui continuent à vivre dans la rue : elle les aide à s'organiser entre eux pour améliorer leurs conditions de vie, elle s'occupe des soins médicaux, les protège contre l'exploitation, les abus et les mauvais traitements, aborde avec eux les thèmes de la sexualité, des maladies transmissibles, de la drogue...

Elle n'est pas là pour distribuer des dons ou des récompenses, organiser des activités...

Les encadreurs sont là pour encourager et soutenir toutes les initiatives venant des enfants eux-mêmes, les propositions qu'ils font. Cette attitude exige beaucoup de rigueur et une remise en cause permanente de la part des animateurs : ils ont souvent tendance à se croire utiles quand ils ont quelque chose à distribuer. Or, c'est ainsi qu'ils détruisent le vrai sens de leur présence dans la rue. Contrairement à "l'assistance", il s'agit d'une approche participative qui implique les jeunes dans les actions qu'ils sont capables de prendre en charge : mieux que tout autre ils connaissent leurs problèmes et sont donc les mieux placés pour proposer des solutions adaptées et efficaces. Ils sont les "cochercheurs" et les principaux acteurs de l'amélioration de leurs conditions de vie. **Petit exemple** : un groupe qui passe la nuit sur un rond point est harcelé par un agent de la garde civile qui extorque tout l'argent . Un responsable, désigné comme tel par ses pairs, porte plainte, va voir seul le commandant, **brandit comme argument la Convention des Droits de l'Enfant** signée par le Zaïre en 1989. Y figure le droit à la survie et donc celui de posséder de l'argent... Le groupe n'est plus importuné !

LES FILLES :

En 1993, l'ouverture d'un bureau d'écoute conduit à l'ouverture d'une maison pour des enfants de 10,12 ans. La vie, les structures, les conditions d'admission y sont les mêmes que pour les garçons : scolarité, prise en charge des travaux ménagers, horaires. Une religieuse, zaïroise, licenciée en psychologie, dirige le "home" assistée par 3 éducatrices.

EN MILIEU OUVERT, celles qui, en majorité, vivent de la prostitution (et n'ont plus aucun contact avec leur famille) sont suivies par les éducatrices là où elles vivent dans des conditions inhumaines : chambres d'hôtels à peine plus grandes que leur lit, sans fenêtre ni aération, taudis, campement... Ce qu'elles gagnent permet à peine le paiement du loyer et d'un peu de nourriture.

Les contacts se font à propos d'une maladie : avortements mal exécutés, maladies vénériennes, grossesses etc. L'accompagnement dans un centre médical et le temps de l'attente permettent les échanges, les dialogues....

L'expérience a conduit l'Oeuvre à ouvrir un dispensaire réservé aux filles de la rue : le bâtiment et le personnel sont prêts, l'équipement et les médicaments ont été promis par une ambassade à Kinshasa, **une gynécologue** consacrer une journée par semaine aux soins (pas question d'être soignée par un homme !)

LES ENCADREURS:

Dans les débuts, ils sont volontaires.

Persuadés que les sollicitations des enfants seront passagères, ils se relaient pour répondre aux besoins, sans aucune intention de créer l'Oeuvre.

A long terme le système ne peut plus continuer : les meilleurs partent car ils ont trouvé un emploi rémunéré...

Actuellement 30 encadreurs sont salariés et formés car la bonne volonté ne suffit pas pour éduquer des enfants marginaux. En 89 l'université d'Amsterdam envoie une spécialiste en psychopédagogie des enfants inadaptés. En 3 mois elle met un système éducatif sur pied et donne, en accéléré, une formation technique. Ce système est toujours en vigueur aujourd'hui.

Après son départ le relais est assuré pendant 3 ans par une psychologue française et une pédagogue espagnole.

L'oeuvre exige un diplôme du secondaire. Si les candidats sont retenus ils ont la possibilité de travailler le soir et de faire, pendant la journée, un graduat en orientation scolaire et professionnelle à L'Institut Pédagogique National de Kinshasa. Malgré leurs qualifications, la majorité des encadreurs ne savent pas s'y prendre pour éduquer les enfants de la rue : soit ils manquent de ressort face aux difficultés, soient ils sont trop sensibles aux remarques et, pour diverses raisons autres, ne sont pas acceptés par les enfants. Ils n'arrivent pas à concrétiser la théorie apprise et ne savent donc pas résoudre les problèmes qu'ils rencontrent chaque jour. L'Oeuvre a donc développé une formation permanente à partir des cas concrets .

L'expérience permet de dire que les études sont nécessaires pour acquérir une base scientifique et que la formation permanente est indispensable pour apprendre à appliquer ces connaissances scientifiques sur le terrain.

LES FINANCES :

L'Oeuvre ne vit que de dons en provenance d'Europe. Les autochtones participent soit par de l'argent, soit par des dons en nature. Quelques sociétés de Kinshasa fournissent des produits de base. Mais il n'y a pas de subsides fixes et réguliers assurés par l'Etat, l'Eglise ou des Organismes Internationaux. (Pour s' autofinancer, l'Oeuvre projette l'ouverture d'ateliers de fabrication : menuiserie, boulangerie, couture). Les donateurs savent que leurs présents aboutissent en totalité aux destinataires. A la fin de chaque année un bilan est établi et mis à la disposition de qui veut.

N'est ce pas un risque ? Si ! et il reste entier ! Mais tant que l'Oeuvre justifiera la confiance des donateurs elle pourra continuer à accompagner les enfants (**jusqu'au bout puisque ceux dont la mort est proche sont accueillis au home où ils s'éteignent dans un climat de paix et de sécurité**) pour qu'ils puissent trouver une place, celle qu'ils n'ont pas eu dans leur famille, parmi les Hommes.

Ce rapport de 63 pages est passionnant. Il aborde des problèmes que tous se posent. Demandez le directement au Père ROELANTS.

CÔTE D'IVOIRE : " Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique" Colloque d'Abidjan, 5-7 mai 1997
LA RUE SANS ISSUE : résumé des réflexions de Y. Marguerat (Marjuvia) sur le devenir des enfants de la rue.

On a jusqu'ici surtout essayé de comprendre les causes du phénomène et le mode de vie des enfants de la rue, enfants issus essentiellement de la désorganisation des familles en milieu urbain, aggravée par la pauvreté. Il faut aussi se poser le problème de leur **devenir, si aucune intervention extérieure ne vient leur proposer un moyen de sortir de la rue.**

Il semble que les cas de réintégration sociale spontanée soient rares, même si certains métiers comme conducteur, garde privé ou musicien, ont pu accueillir quelques uns de ces jeunes. Dans beaucoup de villes, on meurt dans la rue, de maladie, d'accident ou de mort violente : meurtre par un autre jeune, par les forces de l'ordre ou lynchage par la foule. Certains deviennent des voleurs professionnels, plus ou moins habiles. Beaucoup, apparemment, restent tout simplement là où ils exercent leurs activités de survie : on voit maintenant de nombreux cas de gardiens de voiture âgés de 30 ans. Où seront-ils dans 10 ou 20 ans ?

L'une des réponses à la difficulté de vivre dans la rue est de s'organiser en bandes, dont les formes et la durée sont très diverses. Dans certaines métropoles d'Amérique Latine où le phénomène est plus ancien qu'en Afrique, on voit fonctionner un véritable système cohérent et durable où l'enfant, en grandissant, va changer d'activités, glissant progressivement de la mendicité à la délinquance de plus en plus grave, organisée par les grands, ceux ci initiant les petits à la vie de la rue pour abuser d'eux. Quant à ceux qui parviennent à l'âge adulte, ils sont en général devenus d'authentiques criminels. La misère produit assez de tous petits, chassés de chez eux, pour renouveler cette population marginale, qui forme désormais une contre-société durable au coeur même de la ville. Mais avec le nombre croissant de filles qui vivent dans la rue, on voit désormais apparaître aussi une seconde "génération" d'enfants qui naissent et grandissent en dehors de la société. Quel peut être leur avenir ?

.....RENCONTRES.....RENCONTRES AVEC.....

- **ALEXANDRE OGORODNIKOV** - (107014, Popov way, dom. 2, Moscow, Russia - Tel. (7-095)269-0392).

Arrêté par le KGB en 1978 parce qu'il militait pour les Droits de l'Homme et la Liberté Religieuse, il a passé 8 ans dans différents camps. Il a été relâché en 87 à la suite d'une campagne internationale et le soutien de personnalités occidentales comme Reagan, Thatcher... Il se consacre désormais à l'action sociale en Russie où la majorité de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Il a ouvert, après 3 ans de campagne et de négociations, un centre d'accueil pour des filles de 10 à 20 ans, prostituées, abandonnées. Il est en butte aux mafias qui voient d'un oeil hostile la manne des mendiants, du racket, de la prostitution (activités fort lucratives), leur échapper partiellement. Le local d'accueil qui lui a été octroyé, pourra accueillir 70 filles quand il sera rénové. Actuellement, il n'y a pas de fonds pour acheter les matériaux de construction qui sont très chers ! Il y a l'électricité, mais pas l'eau.... En dépit de tout, en un an, 64 jeunes filles sont passées et ont pu être placées dans des familles d'accueil.

- **PIERRE-GASPARD MICHELIN** - (73, ave. de la République - 75011 Paris - Tel. 01 43 38 34 91)

Pierre- Gaspard - il effectuait son service national en enseignant le Français - et son amie Valentine Goby ont passé 10 mois au Vietnam : ils ont eu l'idée "**géniale**" de confier un appareil de photo à des enfants de la rue (5 garçons, 2 filles, âgés de 13 à 17 ans), de leur apprendre en 6 semaines comment l'utiliser et de les laisser s'exprimer librement à travers leurs photos mais aussi à travers des commentaires écrits. Ces photos constituent un témoignage unique sur l'univers des enfants, leurs espoirs, leurs craintes, leurs difficultés, leurs bonheurs. De plus, la photographie s'est révélée être une véritable école de vie : l'enfant devient créateur, reprend confiance en lui, apprend ou réapprend le sens des responsabilités. Après un stage intensif les enfants ont pu réaliser des photos que beaucoup de gens se sentent incapables de faire. Le succès des 2 expositions qu'ils ont organisées en 6 mois, à Hanoï, avec peu de moyens financiers mais beaucoup d'enthousiasme, a montré que de tels "événements" sont un très bon moyen de réunir des fonds, de sensibiliser la population sur le sort des enfants et le travail des O.N.G, et de dépasser des clichés concernant les "enfants de la rue". Aujourd'hui les enfants ont définitivement cessé leur travail dans la rue, sont devenus stagiaires à mi-temps dans un labo-photo, commencent à apprendre l'anglais et continuent, bien sûr, les cours de photographie avec des artistes photographes vietnamiens qui ont pris le relais. Ils souhaitent poursuivre cette expérience quand Valentine aura fini ses études (Sciences Politiques).

"Dans mes études, ma tête a obtenu ses "satisfactions" intellectuelles, mais mon coeur est impatient et m'appelle ailleurs. Je n'ai jamais été aussi heureuse qu'auprès des enfants de la rue de Hanoï et c'est dans cette voie que je veux m'engager. Je n'ai pas la science de l'humanitaire, mais déjà une véritable expérience, de l'enthousiasme à revendre, et la conviction d'être utile." écrit Valentine.

Ils ont créé une Association loi 1901 "**LES ENFANTS PHOTOGRAPHES DU MONDE**" et projettent de continuer ce qu'ils ont initié, dans 4 pays différents où ils comptent au moins 3 mois dans chacun d'eux. A chaque séjour, ils travailleront en étroite collaboration avec une ou plusieurs ONG partenaires agissant sur le terrain, intéressées par leur approche. Les différentes étapes de ce qu'ils ont déjà réalisé et de ce qu'ils souhaitent mettre en chantier, sont méticuleusement répertoriées dans un document qu'ils vous enverront volontiers.

PETITES ANNONCES

CONSULTANTS DU MONDE :

"Le voyage avec Anne Pascal, (Ass. "les 3/4 du Monde") au Guatemala, a été très intéressant. Nous avons découvert 2 Associations très efficaces.... mais qui en oublient de faire leur publicité auprès des bailleurs de fonds, tant leurs dirigeants sont honnêtes et persuadés que leurs succès sur le terrain suffisent à faire leur réputation en Europe ! Nous espérons les avoir convaincus de mener une politique minimale de communication".

Les 3/4 du Monde - Anne Pascal :

Nouvelle adresse : 45 rue de Richelieu.
75001 Paris - Tel. 01 40 20 44 88.
Fax: 01 40 20 44 89.

HAÏTI

"La famine touche plus de 350 000 personnes (soit 1/20 ème de la population)."
Journal "le Monde" 29 mars 97

Lettres des lecteurs : extraits

"Le grand mérite de REPPER et son originalité sont d'aider "les politiques" en éclairant leurs lanternes par des expériences et des témoignages vécus et concrets." (B. Siméon - France)

"Je soutiens vraiment le projet Repper car il est plus qu'important que tous les acteurs sur le champ de la jeunesse en difficulté se contactent et échangent." (Joseph Khonde - Zaïre)

" C'est avec Grand plaisir que je viens de recevoir les N°3 et 4 de votre bulletin et vous en remercie de tout coeur.

Depuis que nous sommes coupés du reste du Monde je ne parviens plus à avoir des nouvelles des autres associations travaillant à travers le monde pour les enfants de la rue.

Vos 2 bulletins m'ont donc très soulagé et j'en ai été très content. J'ai aussi été très content de constater que le REPPER réalise de grands progrès dans sa mission de rapprocher les gens du même métier pour identifier les problèmes communs auxquels ils se heurtent dans la réalisation des objectifs. Cela crée une dynamique inébranlable et une solidarité sans faille qui à leur tour favorisent un climat de travail efficace. En lisant vos 2 bulletins j'ai senti que le cercle des intervenants s'agrandit et que les uns et les autres se sentent soutenus. Courage !" (Athanase Rwamo - O.P.D.E. Bujumbura - Burundi)

FONDATION SCELLES . (14 rue Mondétour - 75001 Paris)

Elle a choisi parmi une cinquantaine de dossier reçus, **5 Associations** qui agissent dans le Monde pour venir en aide aux victimes de l'exploitation sexuelle. En plus d'une bourse de 30.000F remise à chacune d'elles lors d'une réception en présence de Mr Emmanuelli (Secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire d'Urgence), la Fondation s'engage à assurer un suivi et un accompagnement de chacune des associations bénéficiaires. A l'avenir elle souhaite développer un partenariat avec des Entreprises pour augmenter le nombre et le montant des futures bourses. Elle écrit que tous les membres du Jury ont été "impressionnés et émus par le témoignage de ces associations qui réalisent chaque jour un travail extraordinaire sur le terrain".

Il s'agit de " - 3/4 Du Monde - Ashalayam - Népal Enfance et Lumière - Oser - Virlanie - "

(Bien sûr nous n'y sommes pour rien, mais elles font, toutes les 5, partie du réseau REPPER et nous éprouvons un petit sentiment "futile" de fierté...!)

UNE LOI PROTEGEANT LES EDUCATEURS, EXISTE T- ELLE ? DANS QUEL PAYS ?

C'est, dans certaines parties du Monde, un métier à "hauts risques". Personne en France, n'a pu nous dire si, ailleurs, un texte juridique existait et donnait aux gens du terrain un minimum de droits, et de garanties.

Si quelqu'un possède un élément de réponse qu'il nous le transmette d'urgence.

N'OUBLIEZ PAS : REUNION REPPER , Le 4 OCTOBRE A 10H